

Libye

La Libye est entrée en février 2011 dans une spirale de violence qui a dégénéré en conflit armé. La guerre a coupé le pays, entre les territoires sous contrôle du régime et ceux tenus par les rebelles. Ce bouleversement politique risque de plonger l'économie libyenne dans une récession à deux chiffres, alors qu'elle avait connu une décennie de forte croissance, culminant à 7.4 % en 2010.

En dépit des incertitudes sur la durée du conflit, les ressources pétrolières de la Libye et l'implication de la communauté internationale devraient permettre une reprise relativement rapide si le calme revient. Dans la période précédant l'insurrection, le pays avançait rapidement sur le plan de l'amélioration du climat des affaires, mais les événements politiques ont paralysé l'activité du secteur privé et refroidi les investisseurs.

Les économies émergentes manifestaient un intérêt croissant pour la Libye, avec la Turquie et la Chine en tête du groupe de ces nouveaux partenaires.

Après le déclenchement des protestations le 17 février 2011, lors de la « journée de la colère », la Libye est entrée dans une spirale de violence qui a plongé le pays dans un conflit armé toujours en cours au moment où nous écrivons. Ce conflit a créé une partition de fait entre les zones contrôlées par les autorités, dans l'ouest, et celles tenues par les forces antigouvernementales, dans l'est. Ces dernières sont soutenues par une coalition internationale qui a instauré une zone d'exclusion aérienne afin de les protéger des forces pro-Kadhafi.

La facture du conflit sera très lourde pour la Libye. La guerre a déjà paralysé l'économie du pays et presque interrompu la production pétrolière. Avec d'énormes revenus pétroliers pour une population relativement restreinte, et grâce à une politique de redistribution comprenant un système très complet de protection sociale et des subventions aux produits de base, la Libye jouit du troisième revenu national brut (RNB) par habitant d'Afrique et affiche les meilleurs indicateurs de développement humain (IDH) du continent. En 2010, la Libye a enregistré une croissance robuste estimée à 7.4 % et maintenu cette trajectoire jusqu'à l'éruption du conflit. Les autorités programmaient une augmentation de la production de pétrole à 2.5 millions de barils par jour (b/j) à l'horizon 2015, mais l'extraction et les ventes sont presque interrompues en raison des événements. Le produit intérieur brut (PIB) devrait fortement reculer en 2011 mais, avec la stabilisation politique du pays, l'économie devrait repartir en 2012. Il s'agit là de prévisions fortement entachées d'incertitude, personne ne sachant pour l'instant quelle sera l'issue du conflit.

La crise libyenne a par ailleurs déjà débordé le territoire national et affecte sérieusement plusieurs pays africains, notamment par les crises humanitaires qu'elle suscite aux frontières avec ses voisins, par la chute des transferts de fonds effectués par des millions d'Africains travaillant en Libye et par le gel mondial des avoirs du régime. Même si les autres producteurs de pétrole ont augmenté leur offre pour pallier la chute de la production libyenne, les primes de risque et les cours du marché vont probablement rester élevés.

Sur le front politique et de la sécurité, rien ne permet de pronostiquer à l'heure actuelle un calendrier de sortie de crise. Courant avril, la légitimité du Conseil national libyen (CNL), l'autorité auto-proclamée de la zone rebelle dans l'est du pays, semblait de plus en plus reconnue par la communauté internationale et les défections de plusieurs membres du gouvernement et de diplomates ont significativement affaibli Kadhafi. À l'irruption de la crise, la Libye poursuivait la libéralisation de son économie, avec une ouverture politique graduelle. Mais les progrès en la matière étaient contradictoires et le mécontentement a gagné de nombreuses catégories sociales. La vague des révolutions survenues en Tunisie et en Égypte a par ailleurs donné confiance au peuple libyen dans la possibilité d'un changement de régime, déclenchant les manifestations et le bouleversement politique.

En termes de développement humain, la population risque de souffrir gravement des conséquences du conflit. Avant le déclenchement des événements, la Libye paraissait en mesure de réaliser tous les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'échéance de 2015. Bien que l'État dispense gratuitement les soins de santé et l'éducation à ses citoyens, la priorité portait sur l'amélioration des deux secteurs en termes qualitatifs. Traiter les problèmes sociaux supposait notamment de s'attaquer au fort chômage des jeunes, de renforcer la préservation d'un environnement particulièrement fragile en Libye, de prévenir l'épuisement des ressources naturelles, d'encourager la participation des femmes à la vie économique et sociale et de réguler l'immigration clandestine. Toutes ces difficultés vont être exacerbées par le conflit.

L'Union européenne (UE) reste le premier partenaire commercial de la Libye. Mais les relations commerciales avec les économies émergentes, notamment la Chine et la Turquie, se développaient rapidement au moment de la crise. Ces partenaires jouaient alors un rôle prééminent dans la croissance alerte du secteur du bâtiment et

des travaux publics (BTP) depuis que des sociétés étrangères avaient été sollicitées pour la réalisation des grands programmes publics d'infrastructures. À de rares exceptions, les investissements directs étrangers (IDE) restaient modestes en dehors du secteur pétrolier. La Libye se positionnait de plus en plus comme une « porte sur l'Afrique », une image correspondant à la volonté de la Turquie et de la Chine de renforcer leur présence économique sur le continent. Elle jouait aussi volontiers de ses partenariats avec les économies émergentes pour renforcer sa position lors des négociations avec les partenaires traditionnels. Les relations extérieures futures du pays dépendent de l'issue du conflit et du rôle respectif des pays impliqués aux côtés des belligérants. La France et le Royaume-Uni, qui ont été à l'avant-garde de la zone d'exclusion aérienne et du soutien aux rebelles, pourront ou non en retirer les meilleurs dividendes. La Chine et la Russie en revanche se sont montrées beaucoup plus réservées et ont souvent critiqué l'intervention militaire.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

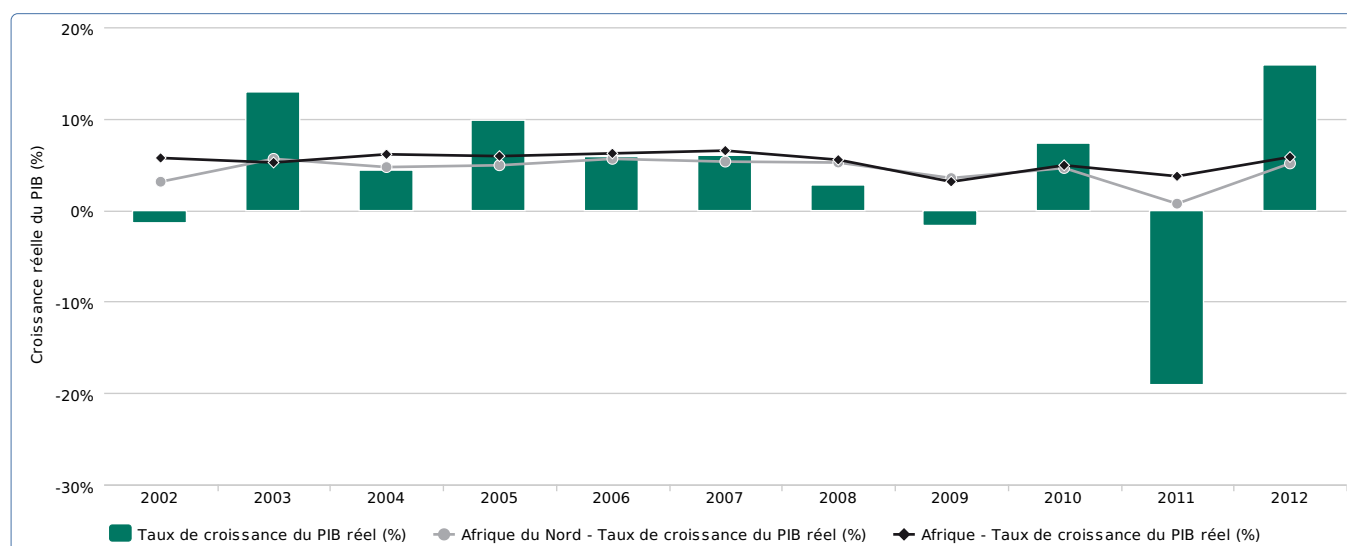
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-1.6	7.4	-19	16
Inflation IPC	2.4	4.7	12.1	5.1
Balance budgétaire % PIB	7.1	20.9	-7.1	6.8
Balance courante % PIB	18.5	28.4	13.7	22.7

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414459>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (N)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412103>